

2010

Rapport d'activité



Rapport d'activité 2010 du Syndicat pour la Promotion des Communes de la Polynésie française



L'ÉDITO DU PRÉSIDENT



Comme vous le découvrirez à la lecture de ce rapport d'activité, l'année 2010 a été marquée par de nombreux moments forts dans le monde communal polynésien et bien sûr pour le SPC. Vous trouverez ainsi dans ce document le détail de l'activité du SPC par compétences. Vous constaterez combien elle a été forte et marquée de nombreux résultats dans les dossiers ou les matières que notre syndicat intercommunal gère pour toutes les communes qui y adhèrent : adduction en eau potable, informatique, formation des élus et des agents communaux.

Au-delà de cette forte activité de notre syndicat intercommunal dans l'exercice de ses compétences, je conserve de cette année une grande satisfaction : celle de constater que la tonalité générale de l'année marque un renforcement du renouveau communal polynésien, dans l'ensemble des problématiques ou prérogatives des communes. L'implication du SPC dans tous ces dossiers a été unanimement saluée et son leadership reconnu.



La prise de conscience des élus sur les problématiques financières dans un contexte de crise et d'instabilité politique a été bien réelle. L'unité de prise de position et de parole des élus communaux dans le dossier du FIP en est un parfait exemple. Il a été reconnu comme tel par l'Etat et le Pays.

Autre exemple, notre congrès des communes, le premier de la mandature, a constitué une étape particulièrement importante. Véritablement fondateur d'un nouvel état d'esprit, admis par l'ensemble du monde communal et ses partenaires institutionnels, il a marqué l'opinion au-delà même du monde communal.

La montée en puissance de la FPC a été continue, avec la multiplication des réunions de travail du comité des élus et celui des cadres, les réunions de concertation avec les organisations syndicales, et bien sûr les rencontres avec les autorités de l'Etat, au premier rang desquels la ministre de l'Outre-mer, Madame Marie-Luce Penchard.

Au final, l'année a été jalonnée par de nombreux moments intenses et productifs. Elle restera dans les esprits comme celle d'un excellent cru.

TERIITEPAIATUA MAIHI

SOMMAIRE

I	Le Bilan général de l'année 2010 :	6
	• Une tonalité favorable pour le monde communal et le SPCPF	8
II	La compétence AEP	8
	• Les éléments les plus marquants de l'année	8
	• Le bilan 2010 par mission statutaire	9
	• Les études	9
	• Les maîtrises d'œuvre	9
	• Le conseil / assistance à la gestion	9
	• Le contrôle de la délégation du service de l'eau	9
	• Le personnel de la compétence AEP	9
	• Annexes : Détails des projets réalisés	10 - 11
III	La compétence promotion de l'institution communale : Priorité à la FPC	12
	• Des enquêtes quantitatives et qualitatives	12
	• La contribution à la préparation des arrêtés	13
	• Informer, former, sensibiliser	14 - 15
IV	La compétence formation des agents	16
	• Les faits marquants de l'année	16
	• Le bilan 2010 par domaine	16
	• Un projet prioritaire : la FPC	16
	• Les sapeurs-pompiers	17
	• La police municipale (PM)	17
	• Projet PAPE Partenariat pour la potabilité de l'eau	17
	• Hygiène & sécurité	18
	• Comptabilité - Finances - Marchés publics	18
	• Administration générale	18
	• Le personnel de la compétence Formation Agents	18
	• Les formateurs locaux	19
	• Le partenariat avec le CNFPT	19
	• Récapitulatif de l'activité de la compétence pour 2010	19
V	La compétence formation des élus	20
	• Les temps forts	21
	• Les «séminaires intra» des conseils municipaux	21
	• Le Congrès des Communes	21
	• Les Formateurs Elus	22
	• Une offre de formation 2010 large et étoffée	22
	• Quelques chiffres	22 - 23
VI	La compétence informatique	24
	• Le bilan dans les communes	24
	• Le bilan de la compétence informatique du SPC - Quelques chiffres	24 - 25
	• La mission «logiciel»	25
	• La mission «environnement informatique»	25
	• Le bilan en interne	25
VII	Les actions de communication	26
	• Un nouveau logo pour le SPC	27
VIII	Rapport de présentation du compte administratif de l'année 2010	28

LE BILAN GÉNÉRAL DE L'ANNÉE 2010

UNE TONALITÉ FAVORABLE POUR LE MONDE COMMUNAL ET LE SPC



Le SPC est un lieu d'expression
mais aussi le porte-voix
des élus communaux dans
l'espace public polynésien.

L'année 2010 aura été une année remarquable pour le monde communal et le SPC. Malgré un contexte difficile de crise et d'instabilité politique, l'institution communale a fortement progressé, s'est affirmée dans ses relations avec ses partenaires et interlocuteurs et dans les médias. Le SPC s'est inscrit dans ce mouvement, en l'accompagnant, mais aussi en l'anticipant.

Jamais l'action du SPC comme représentant du monde communal n'a été aussi forte et reconnue. L'évolution de la qualité des rencontres avec la ministre de l'outre-mer fournit un exemple symbolique de la reconnaissance du SPC, et donc des communes polynésiennes.

La progression lente mais continue des communes depuis leurs créations en 1971 aboutit aujourd'hui à une maturité voulue et assumée. Les termes de «libre administration», «service public d'intérêt général» sont devenus des références pour le fonctionnement des communes.

Dans un contexte institutionnel créé par le statut de 2004, qui accorde normalement au Pays la clause de compétence générale, les communes ont rappelé que leur proximité avec les citoyens, avec les besoins de terrain en font des partenaires incontournables. Le chemin est sans doute encore long et des progrès sont à faire dans l'approche projet, la vision à long terme, la définition de réelles politiques de développement.

Le changement est néanmoins visible et c'est sans doute l'effet du fort renouvellement des élus en 2008. Ils ont pris leurs marques et cette nouvelle génération veut mettre en œuvre ses idées. Pour le SPC, cette année a été marquée par des dossiers importants, mais aussi par l'intensification de ses actions historiques. Malgré une situation financière difficile, le SPC a su être présent, mobiliser, accompagner.

Un congrès des communes fondateur

Le congrès des communes à Punaauia sans doute été l'action la plus représentative de l'évolution du monde communal et du SPC.

La qualité de la participation, de la production, la mobilisation et la reconnaissance des partenaires ont frappé les esprits.

Après 3 ans sans congrès, la réussite a été au rendez-vous et le caractère fondateur de l'événement a été relevé par l'ensemble des interlocuteurs et les partenaires du monde communal.

La FPC : un dossier difficile qui progresse selon un rythme imposé

Le dossier de la mise en place de la fonction publique communale a fortement progressé. L'apport du chef de projet a été essentiel et le partenariat avec l'Etat remarquable.

Les communes ont pris peu à peu conscience de l'intérêt de la réforme. Les inquiétudes, notamment sur les modes de recrutement, ont fait place à une perception positive du projet, notamment pour la gestion des ressources humaines et l'efficacité des services communaux.

Le dossier est complexe et l'incertitude sur le calendrier a été contraignante pour la mise en place du projet FPC dans les communes.

La complémentarité avec le dispositif «formation» est un atout qui permet aux communes d'anticiper et de se préparer.

UN DOSSIER COMPLEXE ET CONTRAIGNANT,
MAIS UN VÉRITABLE DÉFI POUR LE S.P.C.



Les groupes de travail sur la FPC ont permis d'élaborer des textes qui tiennent compte des spécificités polynésiennes.

Les finances communales : inquiétude et prise de conscience

La situation de crise que traverse le Pays a provoqué de réelles difficultés pour les finances communales. La baisse du FIP, mais aussi le dialogue difficile avec le Pays, ont paradoxalement conduit à la création d'une unité communale sur le sujet.

Les élus du CFL, parfois perçus comme coupés des communes qu'elles représentent se sont engagés à communiquer et mieux défendre l'intérêt communal.

Dans ce contexte, le SPC a joué un rôle important, en fédérant, rassemblant, créant les conditions d'une représentation et de l'expression de l'institution communale polynésienne.

Le groupe de travail finances a été créé et a su exister face à l'Etat et au Pays.



Les problématiques financières sont au cœur des préoccupations des élus polynésiens. Les réunions organisées dans le cadre du comité des finances locales (CFL) permettent aux élus de se regrouper et de parler d'une seule voix.

Des compétences avec des résultats

Au-delà de ces actions représentatives, le SPC a bien entendu poursuivi son action traditionnelle.

La diversité des compétences statutaires du SPC le mène sur beaucoup de fronts.

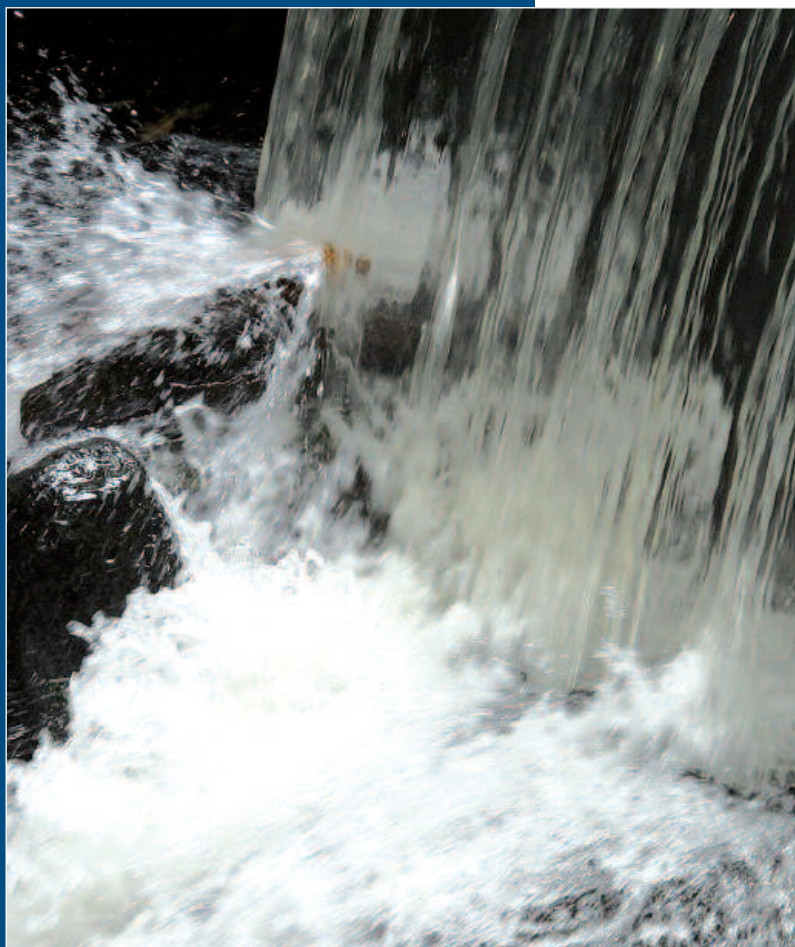
L'effort fait sur ces dossiers n'a pas empêché d'avoir des résultats, parfois remarquables, de mettre en œuvre des projets novateurs.

La poursuite du travail du chef de projet FPC et l'arrivée de la directrice de la formation ont indiscutablement accéléré un mouvement déjà initié.

Les travaux d'adduction en eau potable sont des actions sur le long terme.



LA COMPÉTENCE AEP



Les communes polynésiennes doivent relever le défi de la fourniture d'une eau potable à leurs habitants à l'horizon 2015.

2010 a été une année riche en événements, notamment par l'arrivée d'une ingénieure adjointe, par l'externalisation de certaines études, par le démarrage technique du projet PAPE, par le travail de clarification de la situation juridique de l'eau potable aux Tuamotu et par la rédaction du DCE de la rénovation du réseau AEP de Hakahau.

Ces éléments ont conduit à une meilleure disponibilité du département auprès des communes, au développement de la mission statutaire de conseil et assistance, et enfin à une augmentation des connaissances juridiques et des compétences techniques.

La réalisation d'un audit organisationnel au lancement du projet PAPE a eu un impact concret et fort sur l'organisation des services communaux, notamment sur celle du service hydraulique. D'une manière générale, les élus communaux ont toujours besoin d'être fortement accompagnés pour la **définition d'une politique commerciale et tarifaire de l'eau** et d'une politique de **communication auprès des usagers**, ce que propose le projet PAPE.

Les travaux et actions menés dans le cadre de la clarification de la situation juridique de l'eau potable aux Tuamotu permettent aux élus et aux techniciens d'avoir une vision plus concrète de ce que peut être un service hydraulique.

Les communes ont toujours de **forts besoins en matière d'études et de travaux**, notamment les communes des **Tuamotu**, des **Marquises** et **Raivavae**. A ce propos, il a été constaté que les études ou enquêtes ne sont pas des actions suffisamment concrètes pour les communes, contrairement aux travaux.

Il apparaît alors que la définition d'un programme 2011 – 2016 est indispensable, afin d'avoir une meilleure visibilité sur les études, travaux, formations... à réaliser afin de parvenir à distribuer de l'eau potable et répondre aux exigences réglementaires. Le développement de nouvelles compétences (vieillessement des forages, filières de traitement) reste à développer.

LES ÉLÉMENTS

LES PLUS MARQUANTS

DE L'ANNÉE

- L'arrivée d'un ingénieur adjoint,
- Le démarrage technique du projet PAPE,
- Le programme de communication autour du projet PAPE,
- L'évolution de la mission statutaire de conseil/assistance (PAPE, suivi des forages),
- La rédaction de l'appel d'offres de rénovation du réseau hydraulique de UA POU,
- La rédaction de la consultation pour le schéma directeur de MANIHI.

Le bilan 2010 par mission statutaire

Les projets réalisés en 2010 sont présentés succinctement ci-dessous. On trouvera les détails dans les tableaux récapitulatifs par missions.

■ LES ÉTUDES

- La poursuite des études permettant de mieux connaître la ressource de surface et de déterminer des filières de traitement adaptées au contexte polynésien. Les communes concernées sont Nuku Hiva, Ua Pou et Raivavae,
- La réalisation de l'étude d'«évaluation de la capacité de production de la nappe de Mangareva»,
- La poursuite des essais par palier permettant de connaître l'état de santé des forages exploités, en 2010, les essais ont été réalisés pour les communes de Huahine, Tubuai et Rimatara,
- L'actualisation du schéma directeur de Ua Pou, suite aux levés topographiques réalisés,
- La rédaction du dossier de consultation des entreprises pour la réalisation du schéma directeur de Manihi,
- La rédaction de la version provisoire du dossier de consultation des entreprises pour la réalisation du schéma directeur de Rangiroa.

■ LES MAÎTRISES D'ŒUVRE

- La rédaction de l'appel d'offres de travaux de rénovation de l'AEP de Hakahau, Ua Pou,
- La rédaction de l'appel d'offres de travaux d'équipement des forages de Parea, Huahine (l'appel d'offres n'a pas été publié en raison de retard dû aux terrassements),
- Le suivi de la fin des travaux à Avera et Narui, Rurutu,
- Le suivi administratif de la fin des travaux de rénovation de l'AEP Est, Uturoa

■ LE CONSEIL/ASSISTANCE À LA GESTION

Le projet **PAPE** «**P**artenariat pour la **P**otabilité de l'**E**au», a débuté en 2009, avec :

- La réalisation d'un audit des services hydrauliques, qui a abordé les aspects techniques, organisationnels et de gestion.

Ce projet a pour but de **mettre en place une véritable gestion du service de l'eau potable et donc de produire et de distribuer de l'eau potable**.

Les objectifs intermédiaires sont les suivants :

- **Mettre à disposition les moyens nécessaires au projet,**
- **Définir une politique communale de l'eau,**
- **Définir une politique commerciale et tarifaire de l'eau,**
- **Définir une politique de communication auprès de la population,**
- **Réorganiser le service hydraulique** afin d'en améliorer l'efficacité si nécessaire en recrutant de nouveaux agents.
- **Former les agents** aux activités d'exploitation, d'entretien et de maintenance, aux règles d'hygiène et sécurité et au fonctionnement d'un réseau hydraulique.

De nombreuses
installations
sont nécessaires
pour fournir
de l'eau



LE PERSONNEL

DE LA COMPÉTENCE AEP

Le personnel du département était constitué de :

- ▶ Marie-Laure LAI KOUN SING, ingénieur AEP,
- ▶ Vaihere RICHMOND, ingénieur adjointe, recrutée en avril 2010,
- ▶ Serge CARABASSE, technicien AEP,
- ▶ Anaëlle DROLLET, technicienne AEP,
- ▶ Vaihere LI SHENE, technicienne AEP,
- ▶ Moon TAAE, technicien AEP.

Les agents de la compétence ont réalisé 54 déplacements et 120 jours de missions en 2010.

L'année 2010 a été consacrée à la remise à niveau des installations et aux premières formations.

On constate que certains maires sont très volontaires à faire évoluer leur AEP, dans ces cas, les résultats ont été positifs, et inversement malheureusement. Pour ce qui concerne le volet «Politique commerciale et tarifaire de l'eau», une commune a décidé de changer sa grille tarifaire au premier janvier 2011. Une enquête sur la capacité et la volonté à payer l'eau, a été proposée. Elle a été partiellement réalisée dans 2 communes.

Par ailleurs, ont également été réalisés les projets ou actions suivantes :

- La mise à jour informatique des plans de récolement de plusieurs communes,
- Une assistance téléphonique pour pannes diverses,
- Une estimation des fournitures nécessaires à la rénovation du réseau hydraulique de Tubuai après le passage du cyclone Oli,
- Le suivi de la consommation et de la conductivité de l'eau à Fangatau,
- Le calcul des indicateurs techniques de Tubuai et Tumaraa,
- La poursuite des autocontrôles dans 8 communes, soit près de 20 000 usagers concernés. Ces autocontrôles sont essentiels au fonctionnement des réseaux d'eau car seuls ceux-ci permettent de déterminer la potabilité de l'eau. La saisie des résultats d'auto-contrôles a été poursuivie.

DEFINITION A.E.P Alimentation en Eau Potable

Ensemble des équipements, des services et des actions qui permettent, en partant d'une eau brute, de produire une eau conforme aux normes de potabilité en vigueur, distribuée ensuite aux consommateurs.

On considère 4 étapes distinctes dans cette alimentation :

- prélèvements & captages,
- traitement (potabiliser l'eau),
- adduction (transport, stockage),
- distribution au consommateur.

■ LE CONTRÔLE DE LA DÉLÉGATION DU SERVICE DE L'EAU

Une première analyse succincte a été faite pour le compte de la commune de Bora Bora. Elle a porté sur le rapport annuel, sur le prix et la qualité des services, pour l'exercice 2009.

DÉTAIL DES PROJETS RÉALISÉS

► ÉTUDES

Archipel	Commune	Opération	Détails/description de l'opération	Rôle du SPC	Financement de l'opération	Observations
Australes	Raivavae	Actualisation du schéma directeur	Suite à la demande des bailleurs de fonds, révision du dimensionnement du réseau hydraulique et des coûts des travaux.	Réaliser l'actualisation en interne.	100% fonds propre SPC	Terminé
Australes	Raivavae	Etude Filière de traitement	Installation de matériels de mesure, réalisation de prélèvements et analyses d'échantillons d'eau, et dimensionnement de la filière de traitement adapté.	Définir l'étude, rédiger l'appel d'offres (travaux et prestations intellectuelles). En 2010 : mission préalable à la rédaction de l'appel d'offres.	80% FIP + 20% SPC	Initié
Marquises	Nuku Hiva	Etude Filière de traitement Ultrafiltration	Détermination de la validité technique et économique de réhabiliter les stations d'ultra-filtration de Taiohae grâce à la réalisation de prélèvements et analyses d'échantillons d'eau, puis au dimensionnement de la filière de traitement.	La commune est maître d'ouvrage. Le SPC est maître d'œuvre : Définir l'étude, rédiger l'appel d'offres, suivre le déroulement de l'étude. En 2010 : suivre le déroulement de l'étude.	DDC + Commune	Terminé
Marquises	Ua Pou	Actualisation du schéma directeur de Ua Pou	Actualisation suite aux levés topographiques et avant rédaction de l'appel d'offres.	Réaliser l'actualisation en interne.	80% FIP + 20% SPC	Calculs terminés
Marquises	Ua Pou	Etude Filière de traitement	Installation de matériels de mesure, réalisation de prélèvements et analyses d'échantillons d'eau, dimensionnement de la filière de traitement adapté.	Définir l'étude, rédiger l'appel d'offres (travaux et prestations intellectuelles). En 2010, suivre les travaux et le prélèvement d'échantillons.	Partie travaux : 60% FIP + 40% SPC Partie prestations intellectuelles : 80% FIP + 20% SPC	Travaux terminés Prélèvements en cours
Tuamotu Gambier	Gambier	Evaluation de la capacité de la nappe phréatique de Rikitea	L'étude consiste en la réalisation d'essais de pompage, puis en leur interprétation afin de connaître la capacité de la nappe de Mangareva après 15 ans d'exploitation.	Définir l'étude, rédiger l'appel d'offres, suivre l'étude. En 2010, suivre l'étude.	Coût de l'étude par prestataire privé : 80% FIP + 20% commune Définition de l'étude, rédaction AO, suivi de l'étude : 100% fonds propres SPC	Terminé
Tuamotu Gambier	Manihi	Schéma directeur de distribution en eau potable	Réalisation du schéma directeur.	La réalisation de l'étude est externalisée. SPC : définir le cahier des charges de l'étude, lancer la consultation, suivre l'étude. En 2010 : cahier des charges et consultation.	80% FIP + 20% SPC	En cours
Tuamotu Gambier	Rangiroa	Schéma directeur de distribution en eau potable	Réalisation du schéma directeur.	La réalisation de l'étude est externalisée. SPC : définir le cahier des charges de l'étude, lancer la consultation, suivre l'étude. En 2010 : cahier des et consultation.	80% FIP + 20% SPC	En cours
Multi archipel	Multi communes	Suivi du vieillissement des forages	Réalisation d'essais de pompage par paliers, Interprétation sommaire.	Réaliser les essais de pompage.	100% fonds propres SPC	En cours

► MAÎTRISE D'ŒUVRE

Archipel	Commune	Opération	Détails/description de l'opération	Rôle du SPC	Financement de l'opération	Observations
Australes	Rurutu	Construction du réservoir de Tuamaua	Construction d'un réservoir de 250 m ³ avec son équipement de sécurité (ligne de vie, crinoline et garde-corps).	Rédiger l'appel d'offres, suivre les travaux. En 2010 : suivre les travaux.	Participation forfaitaire (5% du montant de l'opération) à la charge de la commune	Terminé
ISLV	Huahine	Tranche de travaux de Parea	Construction de la station de pompage des forages de Parea, d'un réservoir et raccordement au réseau AEP existant.	Rédiger l'appel d'offres, suivre les travaux. En 2010 : rédiger l'appel d'offres (retard dû à un retard des terrassements).	80% FIP + 20% SPC	Initié
ISLV	Uturoa	Tranche 1 : Rénovation du réseau AEP Est	Construction d'un réservoir à Tepua, rénovation des stations de pompage, de télé-surveillance et de chloration de Tepua, Vaitemanu et Faafau, rénovation du réseau de distribution Est.	Rédiger l'appel d'offres, suivre les travaux. En 2010 : réaliser le suivi administratif des marchés (solde).	Participation forfaitaire (5% du montant de l'opération) à la charge de la commune	En cours
Marquises	Ua Pou	Réseau AEP de Hakatao	Pose de la canalisation de transfert entre Hikeu et Hakatao, construction d'un décanteur, d'un filtre à sable lent, d'une station de chloration et de télé-surveillance.	Rédiger l'appel d'offres, suivre les travaux. En 2010 : suivre les travaux.	Participation forfaitaire (5% du montant de l'opération) à la charge de la commune	Terminé
Marquises	Ua Pou	Rénovation du réseau de Hakahau	Pose de canalisations hydrauliques, construction de réservoirs intermédiaires, station pilote de traitement de l'eau.	Rédiger l'appel d'offres, suivre les travaux. En 2010 : rédiger l'appel d'offres.	80% FIP + 20% SPC	En cours

► CONSEIL / ASSISTANCE À LA GESTION DES RÉSEAUX D'EAU

Archipel	Commune	Opération	Détails/description de l'opération	Rôle du SPC	Financement de l'opération	Observations
Australes	Rurutu	Conseil / assistance divers	Une mission et assistance téléphonique : Problèmes sur les stations de pompage et de télésurveillance.	Assister la commune.	100% fonds propres SPC	Terminé
Australes	Tubuai	Conseil assistance divers	Besoin en fournitures hydrauliques suite au cyclone Oli. Réhabilitation des forages de Haramea.	Assister la commune.	100% fonds propres SPC	Terminé
Tuamotu Gambier	Fangatau	Suivi de la consommation en eau et de la conductivité	Calculs des indicateurs techniques : volumes produits, distribués, consommés, rendement de réseau, indice linéaire de perte. Suivi de la conductivité.	Réaliser les calculs. Alerter la commune.	100% fonds propres SPC	Réalisation permanente
Multi archipel	Multi communes	PAPE Partenariat pour la Potabilité de l'Eau. Communes de Huahine, Rimatara, Tahaa, Taputapuataea, Tubuai, Tumaraa	Projet de formation action dans les domaines technique, financier et de management. En 2010, suivi des travaux de remise à niveau, premières formations et bilans trimestriels.	Suivre les travaux de remise à niveau, assurer les formations, réaliser avec la commune les bilans trimestriels.	100% fonds propres SPC	En cours
Multi archipel	Multi communes	Calcul des indicateurs techniques	Calculs des indicateurs techniques : volumes produits, distribués, consommés, rendement de réseau, indice linéaire de perte (Fangatau, Rimatara, Tubuai, Tumaraa).	Réaliser les calculs.	100% fonds propres SPC	Réalisation permanente
Multi archipel	Multi communes	Mise à jour informatique des plans de récolement	Nuku Hiva (Taiohae), Tubuai (partiellement) et Tumaraa.	Réaliser la mise à jour informatique.	100% fonds propres SPC	Terminé
Multi archipel	Multi communes	Base de données analyses de l'eau	Réalisation et renseignement d'une base de données relative aux résultats d'analyses faites dans le cadre des auto-contrôles.	Renseigner la base de données.	100% fonds propres SPC	Réalisation permanente
Multi archipel	Multi communes	Suivi des autocontrôles	Suivi de l'exécution des contrats d'auto-contrôles signés entre les communes et les laboratoires. Après 3 ans, renouvellement des contrats.	Suivre l'exécution des contrats Renouveler les contrats (consultation et analyse).	100% fonds propres SPC	Réalisation permanente

► CONTRÔLE DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC

Archipel	Commune	Opération	Détails/description de l'opération	Rôle du SPC	Financement de l'opération	Observations
ISLV	Bora Bora	Contrôle DSP	Analyse du rapport annuel sur le prix et la qualité de l'eau, exercice 2009.	Réaliser l'analyse.	100% fonds propres SPC	Terminé

► PROJETS GLOBAUX

Archipel	Commune	Opération	Rôle du SPC	Observations
Tuamotu Gambier	16 communes des Tuamotu	Clarification de la situation juridique du service Eau potable	Impulser le travail, animer des réunions de concertation avec l'ensemble des partenaires institutionnels	En cours

LA COMPÉTENCE PROMOTION DE L'INSTITUTION COMMUNALE



Les communes du Fenua se préparent à mettre en œuvre l'importante réforme de la FPC. Cette mutation va impacter fortement l'ensemble de l'édifice communal polynésien.

Cette compétence a été consacrée en majeure partie au dossier de la mise en œuvre de la Fonction Publique Communale. Trois priorités ont caractérisé l'année 2010 :

1. Diagnostiquer l'état des lieux,
2. Contribuer à la préparation des arrêtés,
3. Informer, sensibiliser, former.

Des enquêtes quantitatives et qualitatives

Une base de connaissances exhaustive des structures de l'emploi communal et intercommunal a été mise en place afin de permettre de répondre à quatre objectifs :

- Préparer les comités de travail des cadres chargés de formuler des propositions en matière d'arrêtés ;
- Réaliser une première simulation financière de l'impact de cette réforme, par commune, et pour l'ensemble des collectivités concernées par la réforme FPC ;
- Définir les modalités de mise en œuvre du CGF - centre de gestion et de formation.
- Apprécier les conditions d'intégration en tant que fonctionnaire des employés communaux en poste actuellement.

Le taux de retour a été de 100%, avec des enquêtes complètes.

Un second volet a consisté en la conduite d'entretiens qualitatifs, à partir d'un questionnaire ouvert, conduit par rendez-vous en vis-à-vis ou par téléphone auprès d'un échantillon (50% des collectivités interrogées).

...

L'élaboration des textes relatifs à la fonction publique communale (FPC) a bénéficié d'une large concertation associant Etat, élus, cadres et organisations syndicales.





Les leaders syndicaux ont marqué leur intérêt à la mise en œuvre de la FPC.

••• Les informations recueillies ont mis en évidence les pratiques, les forces et les faiblesses dans les modes d'organisation et de gestion du personnel, ou exprimé autrement «le terrain d'accueil de la FPC». Le constat est que l'accompagnement par les services de l'Etat, dont les subdivisions, mais aussi le rôle de premier plan du CGF, doit revêtir une importance particulière au cours des premières années d'application.

UNE GRANDE ENQUÊTE MENÉE ENTRE JANVIER ET AVRIL 2010

Les tableaux ci-dessous ont été élaborés à partir de l'enquête quantitative menée entre janvier et avril 2010.

Répartition par catégorie hiérarchique de la future fonction publique communale

A : emplois de cadres

B : emploi de cadres intermédiaires

C : emploi d'agent de maîtrise

D : emploi d'ouvriers

► Répartition des effectifs par services :

	A	B	C	D	Total
• Administratif	45	135	225	261	666
• Animation, social, culture, sport	9	9	36	45	99
• Police	23	45	90	351	509
• Sécurité civile	9	41	45	90	185
• Technique	23	135	545	2340	3042
Total par catégorie	108	365	941	3087	4500

► Répartition des effectifs en % par services :

	A	B	C	D	Total
• Administratif	1	3	5	5,8	14,8
• Animation, social, culture, sport	0,2	0,2	0,8	1	2,2
• Police	0,5	1	2	7,8	11,3
• Sécurité civile	0,2	0,9	1	2	4,1
• Technique	0,5	3	12,1	52	67,6
Total par catégorie	2,4	8,1	21	68,6	100

Source : Enquête quantitative menée par le SPC entre janvier et avril 2010.

La contribution à la préparation des arrêtés

Il s'agissait de concevoir un cycle participatif complet avec les cadres et les élus communaux, pour proposer ensemble les éléments permettant la rédaction des arrêtés par les services de l'Etat dans les meilleures conditions. Découpé en trois séquences assez identiques, ce cycle a impliqué une mobilisation exemplaire des parties prenantes : un comité de cadres qui formule des propositions, puis ces éléments sont étudiés par un comité des élus qui prend position. Ces positions ont été présentées aux organisations syndicales pour consultation.

Cette démarche a permis de formuler un ensemble technique précis qui permet de dessiner l'architecture de la FPC et d'envisager le contenu des statuts particuliers, mais également des points comme le régime indemnitaire, les dispositifs d'aide à la mobilité, les heures supplémentaires, les frais de déplacement et de séjour, les conditions relatives à l'aptitude physique avant nomination, la limite d'âge, les formations, et les stages avant titularisation.

Les points étudiés ont concerné également les droits syndicaux, le temps de travail, les congés annuels, la santé (comité médical, médecine professionnelle, personnes handicapées), le CGF, les organes paritaires tels que le CSFPC et les CTP, les commissions de déontologie et de conciliation.

La cohérence de la FPC avec notamment la fonction publique du Pays, le régime de la CPS locale, et la



Des réunions spécifiques ont eu lieu tout au long de l'année

médecine du travail ont nécessité des réunions spécifiques avec ces interlocuteurs. Ce travail lourd s'est bien déroulé, selon des séquences très différentes : un comité de cadres communaux invité à formuler des propositions très techniques, puis un comité des élus qui a pris position, avant d'échanger avec les cinq organisations syndicales. L'enjeu était en conséquence double. Il s'agissait d'abord de motiver les élus et les cadres à participer à une démarche assez difficile, mais au final les représentants des communes ont été force de propositions en matière d'arrêtés.

Informier, former, sensibiliser

Les élus communaux ont constitué la cible prioritaire. Les thèmes abordés ont permis de traiter des enjeux majeurs de la réforme : le calendrier et sa mise en œuvre (l'état d'avancement de la réforme, pourquoi chaque commune doit se préparer à une application prochaine), la structure de l'emploi communal (l'emploi et le temps de travail, les revenus des agents), et certains des enjeux nouveaux tels que le CGF (Centre de Gestion et de Formation), pour terminer sur le coût de la réforme.

Les questions ont porté sur les conditions et les modalités de recrutement. Ce format de réunion a été organisé également à l'occasion de séminaires intra, dans les communes de Tahaa, et celles de Raiatea. A Manihi, Tahuata, et Hiva Oa, cela a pu être réalisé de la même manière grâce à un transfert de la méthode opérée au profit de la directrice de la formation du SPC.

Les syndicats professionnels constituaient la seconde cible. Quatre organisations sur les cinq recensées ont répondu présent à une présentation de l'état d'avancement de la réforme, et ses enjeux.

Au-delà de ces priorités,
plusieurs principes ou
questions sensibles
ont guidé l'action du SPC

ACCOMPAGNER LES COMMUNES

Dès lors que la contribution aux arrêtés a été achevée, il s'agissait de mettre en œuvre un dispositif d'accompagnement des communes pour participer activement à la bonne mise en place de la réforme. L'organisation et la nature de cet accompagnement revêtent des aspects multiples.

L'organisation a fait l'objet d'une préparation, à partir de la bonne connaissance du public cible. Cette préparation avait pour finalité de concevoir et de tester l'applicabilité du dispositif. Elle a donné lieu également à une réunion avec l'ensemble du personnel du SPC afin d'identifier les questions que tout un chacun peut se poser sur la FPC dans les communes.

•••

LES ENQUÊTES MENÉES EN FÉVRIER ONT ENFIN PERMIS DE PRÉPARER UNE VRAIE SIMULATION DE COÛT



L'Etat a régulièrement manifesté son soutien à la mise en place de la FPC

••• Les enquêtes conduites en février dernier ont permis enfin de préparer une simulation de coût, sur la base de grilles indiciaires.

Cet accompagnement, poursuit les objectifs d'informer et de former des publics divers comme les élus, les cadres et les agents sur l'ensemble de l'espace polynésien, mais se veut également très opérationnel en proposant un accompagnement personnalisé sur l'enjeu difficile de l'intégration des personnels en tant que fonctionnaires.

L'INFORMATION ET LA FORMATION

L'information et la formation ont été un exercice permanent avec

l'inconvénient d'alourdir la démarche, mais comme une nécessité et un investissement pour l'avenir proche. Une nécessité, car solliciter les partenaires au travers d'une démarche participative ne vaut que si ces derniers ont un niveau minimum d'informations techniques.

Un investissement pour l'avenir, parce que ce sont eux qui mettront en œuvre la réforme. La faiblesse constatée dans la mobilisation des syndicats professionnels, malgré les efforts répétés, pourrait ne pas faciliter le bon fonctionnement des instances paritaires.

LE SUIVI DES TEXTES A CONSTITUÉ UN VOLET IMPORTANT DES ACTIVITÉS TOUT AU LONG DE L'ANNÉE

LES GRILLES DE TRAITEMENT

Les grilles de traitement ont fait l'objet d'une analyse complète et finale, en y incluant une démarche de concertation et de

validation par le comité des élus. Ce travail a permis d'obtenir un ensemble de grilles indiciaires équilibrées, mais également de créer de nouveaux grades provisoires et ceux d'administrateurs, et les rémunérations des emplois fonctionnels.

LE SUIVI DES TEXTES

Le suivi des textes a constitué un volet important de l'activité de l'année. Jusqu'au dernier moment, toutes les

opportunités ont été saisies pour demander des adaptations des deux décrets et de l'Ordonnance, sa modification étant nécessaire.

Le travail d'analyse a été réalisé en profondeur. Il a été décidé de mobiliser les parlementaires dans le but d'un dépôt d'un projet de loi, tant au Sénat qu'à l'Assemblée nationale. Le texte de loi et son annexe ont été présentés aux parlementaires. Après le congrès des communes les modifications ont été présentées en comité des élus, à l'occasion du travail commun sur les projets d'arrêtés.

LES LOGICIELS DE PAIE

En outre, un premier travail sur **les logiciels de paie** a été conduit : la mise en œuvre des bulletins de salaires de fonctionnaires nécessite d'une part un

nouveau paramétrage *in situ* dans toutes les communes, ainsi qu'une formation technique : les traitements indiciaires sont une nouveauté qu'il convient d'anticiper, de sorte que les équipements et les personnels soient prêts avant l'intégration du premier fonctionnaire dans la commune.

LA RENCONTRE

ENTRE LES MAIRES ET LA MINISTRE EN CHARGE DE L'OUTREMER

► Le SPC a organisé la délégation des maires présente lors de la rencontre avec la ministre en charge de l'Outremer, Marie-Luce Penchard. Le comité préparatoire entre les élus a permis de confirmer les deux sujets de fond que sont les finances locales et la FPC, avec une forte demande des élus d'un accompagnement financier exceptionnel en matière de départ des agents proches de la retraite et un appui significatif au démarrage du CGF.



A chacune de ses visites en Polynésie française, Mme Marie-Luce Penchard a rencontré les maires sous l'égide du SPC.

LA COMPÉTENCE FORMATION DES AGENTS

LE BILAN
2010
PAR DOMAINE



Les actions destinées aux agents de police judiciaire adjoints (APJa) constituent un volet important du dispositif de formation du personnel communal.

Un projet prioritaire : la F.P.C.

Le plan de formation défini fin 2009 a été réactualisé avec une enquête de positionnement qui a permis de recueillir les pré-inscriptions des agents des communes. Les scénarii pédagogiques ont été retravaillés pour les adapter au contexte local et actualisés. Ainsi le parcours à profil uniquement stratégique a été abandonné, par réalisme, au profit des formations mixant «stratégie et opérationnel».

Ces actions ont nécessité un important travail de relances téléphoniques, de suivi des inscriptions et de convocations.

Des éléments spécifiques ont été élaborés :

- Module de formation sur 1 journée à destination des agents sur le fonctionnement de la commune et la présentation de la FPC. Ce module pourra être repris dans le cadre de la future formation d'accueil voire d'intégration.
- Module de formation sur 1 journée à destination de chefs d'équipe sur ce que l'on attend d'eux, leur rôle et le Ba BA du management. Module qui pourra être repris dans le cadre de la future formation d'accueil voire d'intégration notamment pour les cadres intermédiaires.

LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE

- L'arrivée de la directrice de la formation début janvier 2010.
- Un contexte financier délicat qui a provoqué en février - mars une coupe financière conséquente et l'annulation de 71 actions.
- Un surcroît d'activité du département en raison de l'absence d'un responsable de formation.

Les sapeurs pompiers

La priorité avait été donnée **aux formations de base suite à recrutement** (Sapeurs pompiers permanents SPP ou sapeurs pompiers volontaires SPV).

Nécessité de formation de spécialité – ex : **COD1 COD2** : formations à la conduite de camions & utilisation des pompes (matériel onéreux – trop de casse en raison de mauvaises manipulations...).

Travail avec les chefs de corps: Renforcement à la gestion, au management de leur centre : 5 jours au lieu de 2 jours initialement prévus. Mais c'est encore insuffisant (ce public n'est pas celui escompté ...).

La police municipale (PM)

L'effort de **professionnalisation a été poursuivi** :

- 2 promotions de APJA : celle du 2^{ème} semestre (en conformité avec le nouveau plan de formation 2009-2012) évolue avec la mise en œuvre de SPO stage pratique d'observation chez les partenaires & SPA stage pratique d'application dans un autre service de PM et la création d'un livret du stagiaire.
- Poursuite du complément de formation des 1^{ers} APJA
- **Développement du tutorat** pour accompagner les SPA : formation en mars et en octobre : réunion pour recenser les tuteurs volontaires parmi ceux formés en 2006 & 2010 et 1 journée en octobre pour travailler sur la grille d'évaluation. La journée de bilan post SPA avec les tuteurs en décembre a permis de vérifier l'investissement de ces tuteurs dans le dispositif et de relever les effets induits sur leurs collègues.
- **Report sur début 2011 de la formation des responsables de service de PM.**

Bureautique

- Poursuite du travail de qualification sur ce secteur
- Pour optimiser les coûts et la logistique, les formations pour les niveaux de consolidation et de perfectionnement ont été modifiées pour se dérouler sur deux journées complètes plutôt que quatre demi-journées.

Projet PAPE

Partenariat pour la Potabilité de l'Eau

- **Le choix de quatre communes** en lieu et place de deux initialement prévues dans le projet a conduit à doubler les formations et à étaler le plan de formation de 2010 sur début 2011 afin de rester globalement dans l'enveloppe financière prévue,
- 1 formation avec l'AFD sur le thème de la tarification de l'eau,
- Test en réel avec les chefs d'équipe en formation le matin sur initiation Excel concernant les 2 modules FPC (4 1/2j),
- Passage à l'action des techniciens de la compétence AEP comme formateurs.



Les sapeurs pompiers permanents ou volontaires doivent suivre des formations spécifiques et adaptées, notamment au moment de leur recrutement.

Une formation en deux temps pour les tuteurs avec pour évaluation une mise en situation devant un jury.



La mise en œuvre du projet PAPE nécessite un volet de formation important.

HYGIÈNE ET SÉCURITÉ

Plan communal de sauvegarde (PCS) : action de formation dédoublée en raison du **nombre important des candidatures et de l'exigence réglementaire de fin d'année.**

Toutes les communes doivent avoir leur PCS, conformément à la réglementation.

• Habilitation électrique

La formation Niveau 2 a été annulée et remplacée par un niveau 1 pour former les agents des communes se structurant avec la mise en place de centrale électrique hybride et répondre aux inscriptions sur niveau 2 sans les pré requis.

• Personnel des écoles : grand nombre de candidatures.

Enquête faite pour mieux cerner ce public et les besoins de formations qui sont liés à l'organisation des communes pour ce public.

• Services techniques

1 action pour les cadres intermédiaires (management). Enquêtes et interviews pour mieux connaître et appréhender l'organisation de ces services dans les communes. En effet le public de ces services est mal connu, non homogène et souvent peu formé. On constate un sous encadrement (chef service et encadrement intermédiaire).

Des groupes de travail ont été organisés pour élaborer **un référentiel des activités autour de l'eau potable aux Tuamotu** (production – distribution – commercialisation / administration).



Une offre de formation à destination de l'ensemble des agents des communes.



La formation aux risques liés aux travaux réalisés en hauteur

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

• **Rédaction de courriers administratifs : 2 groupes** ont été nécessaires en raison du grand nombre d'inscriptions.

• **Organisation du secrétariat** : 1 groupe maintenu.
1 groupe maintenu.

• Relation à la population

Un travail d'accompagnement pédagogique aux deux nouveaux formateurs communaux a permis qu'ils puissent se sentir à l'aise et permis de prendre goût à l'animation de formation.

• **Etat civil : 3 groupes** en raison du grand nombre d'inscriptions.

Le choix stratégique d'avoir une enveloppe non affectée, grâce à un suivi financier régulier et de la réactivité a rendu possible le fait de dédoubler des actions, de reprogrammer des actions non budgétées (en raison des coupes financières du début d'année) et de réaliser des formations spécifiques pour une ou plusieurs communes suite à des demandes argumentées).

► 35 demandes :

- **16 actions spécifiques réalisées en 2010,**
- **8 devant se dérouler début 2011,**
- **5 ont été refusées sur 2010** car le catalogue 2011 propose ces offres,
- **Les 6 demandes de formation à l'armement des agents de PM** devraient trouver leur réponse par la publication d'un arrêté du Haut commissariat (Le SPC est associé au groupe de travail) qui précisera les armes possibles (matraques en caoutchouc et bâton de défense à poignée latérale) et les formations nécessaires à l'utilisation de ces armes.

COMPTABILITÉ FINANCES MARCHÉS PUBLICS

- **Régie de recettes,**
- **Sensibilisation aux marchés publics.**



Travail en sous groupes lors d'une formation à dominante administrative.

L'annonce en juin que la M14 serait modifiée en janvier 2011 (arrêté signé fin août à Paris) **et la confirmation de l'obligation de création de Budget annexe à compter de 2011** a conduit à organiser fin octobre – novembre 2010 une formation (en partenariat étroit avec la DIPAC et le Trésor Public) de deux jours pour tous les cadres responsables des budgets dans les communes soit au total **3 groupes et 52 stagiaires.**

LE PERSONNEL

DE LA COMPÉTENCE FORMATION AGENTS

Lors de sa prise de fonction, la directrice a trouvé une équipe dans l'attente de coordination et d'accompagnement vers le changement. Les fiches de poste ont été retravaillées en lien avec la réalité de chacun et des objectifs de progrès pour 2010 ont été fixés afin de faciliter l'évaluation sur l'année 2010. Il en ressort une réelle nécessité de soutien, d'harmonisation des fonctionnements, de consolidation des procédures et un contrôle permanent. Les procédures en lien avec le Service de Gestion et Moyens ont été modifiées notamment sur les délais de traitement des dossiers. Une formation intra sur l'acte d'achat public s'est déroulée en fin d'année afin de rappeler les règles de l'art et de stimuler les idées pour réorganiser la consultation pour 2011 et préciser leur rôle et positionnement en tant que responsable de formation.

Le personnel de la compétence Formation Agents était constitué de :

- **Maïte ALEXANDRE** : Responsable de formation en charge des domaines Hygiène et Sécurité, Services Techniques, Juridique, Prévention, Relation à la population et Formations au service du projet PAPE,
- **Teiana DEXTER** : Responsable de formation en charge des Sapeurs Pompiers permanents et volontaires,
- **Moana LEHARTEL** : Responsable de formation en charge de la Police Municipale et de la Bureautique,
- **Vainui WHITMAN** : Responsable de formation en charge du Management, de l'Administration générale, des Finances, de la Modernisation communale,
- **Laurence CUCHEVAL** : responsable de formation en charge de la FPC et du CGCT, en congé maternité durant 8 mois de l'année,
- **Catherine DUFAU-SANSOT** : Directrice de la formation agents.

Le partenariat avec le CNFPT

L'arrivée de la directrice de la formation a professionnalisé les relations que le SPC entretient avec le CNFPT, et notamment avec le chef de projet pour la Polynésie basé à l'INSET d'Angers. Cela a permis notamment de réduire les décalages entre les propositions métropolitaines et les besoins réels du SPC, en situation de proximité directe avec les élus et les communes polynésiennes.

La venue en Polynésie française lors du congrès des communes de ce cadre du CNFPT a permis qu'il puisse s'imprégner de la réalité des communes en PF. Des contacts supplémentaires ont aussi été entrepris avec d'autres délégations du CNFPT pour faire évoluer et développer le partenariat, ainsi qu'avec les cadres du siège sur des projets tels que la FOAD, la préparation concours, les ACO etc ...



Le nouveau logo du CNFPT



La nouvelle directrice de la formation agents, Catherine Dufau-Sansot

Les formateurs locaux

- Un investissement passé qui n'est pas en adéquation avec le nombre actuel des formateurs sur lesquels on peut compter... (à peine 10 sur 50 formés) incite à renouveler le vivier.
- Les communes polynésiennes ont du mal à libérer les agents (malgré la délibération pour rembourser les communes du coût de salaire – certaines communes forcent leurs agents à prendre sur leurs congés)...
- Partenariat avec le Trésor, avec la gendarmerie et la police dans le cadre des formations Police Municipale.

RÉCAPITULATIF

DE L'ACTIVITÉ DE LA COMPÉTENCE POUR L'ANNÉE 2010

Quelques chiffres

188 actions

2553 stagiaires

66 155 heures stagiaires

71 624 165 F CFP

● **32** annulations, mais

● **54** actions nouvelles ou dédoublées

Soit au total **109 %** réalisé
avec **76 %** de l'enveloppe
financière prévue fin mars

Les besoins de formations sont très clairement différents selon les strates de communes, entraînant une nécessaire relation de proximité des responsables de formation avec celles-ci.

Pour les responsables de formation ce constat a déclenché fin en juillet 2010 des missions dans les communes auprès des chefs de services dans les domaines dont ils ont la charge, des services de Ressources Humaines (RH) afin de recueillir un réel recensement des besoins de formation.

La phase bilan 2010 perspectives 2011 s'est réalisée en amont du comité de pilotage des élus afin de faire prendre conscience de leur rôle aux responsables de formation: **être force de proposition pour les élus et les amener à analyser le contexte dans lequel ils évoluent.**

En conséquence, l'offre 2011 a tenu compte des demandes des communes et des priorités soulignées par les élus du comité de pilotage.

Une réflexion s'impose d'autre part sur la nécessité d'appréhender les formations autrement, à l'aide de modalités différentes (animation de réseaux professionnels, délocalisation...).

LA COMPÉTENCE FORMATION DES ÉLUS



Le congrès des communes 2010 a été vécu comme un acte fondateur du renouvellement du partenariat Etat-Pays-Communes.

Les communes polynésiennes sont en constante évolution. Elles progressent régulièrement, même si les résultats sont encore inégaux d'une commune à l'autre. Mais elles traversent aujourd'hui une étape difficile ponctuée de graves problèmes financiers.

Les communes de Polynésie connaissent pourtant depuis quelque temps une période délicate avec de graves difficultés imputables d'une part à une organisation structurelle dépassée et certaines orientations et pratiques héritées du passé, et d'autre part à la menace d'une baisse sensible du FIP.

Elles s'interrogent, se mobilisent et la prise de conscience du changement nécessaire les oblige à impulser une dynamique d'évolution qui s'est ressentie tout au long de l'année 2010.

Les travaux menés dans le cadre du grand chantier de la FPC et dans la perspective de l'arrivée du Centre de Gestion et de Formation/CGF ont mobilisé de manière importante les élus municipaux. Un coup d'accélérateur a été donné avec l'arrivée d'un chef de projet au sein du SPC pour mener et accompagner les communes dans le portage de ce dossier.

Les formations réalisées en 2010 sur les thèmes de la communication, du management, des finances et de la gestion ont toutes été réalisées. Les élus ont semblé toutefois privilégier les grands rassemblements, comme le congrès des communes, qui permettent d'avantage d'échanges et de confrontation d'expériences.

Le congrès des communes a particulièrement marqué l'année 2010 et a ouvert des pistes de travail importantes pour les communes et leurs partenaires institutionnels. Qu'il s'agisse en effet des effets du changement climatique sur l'environnement, des finances et fiscalité communale, les maires ont montré leur motivation à entreprendre des réformes afin de moderniser le système communal.



La bonne humeur a favorisé le travail.

Les temps forts

LES «SÉMINAIRES INTRA» DES CONSEILS MUNICIPAUX

Réalisée sur demande officielle du maire, il s'agit d'une formation de 2 jours qui porte sur **l'organisation et le fon-**

ctionnement de la commune et de ses acteurs. Elle s'adresse à la totalité du conseil municipal d'une commune.

Ces séminaires sont exclusivement animés par la direction du SPC avec la collaboration d'un formateur élu.

- Essentiellement réalisés dans les communes impliquant les nouvelles équipes municipales.
- 7 séminaires réalisés en 2010, et 23 depuis 2008, début de la mandature, soit 48 % des communes.
- L'ensemble des archipels a été couvert.
- Les autres communes :
 - Des communes pour lesquelles il y a eu peu de renouvellement des conseillers et qui ont déjà reçu la formation,
 - Des réticences probablement dues aux relations difficiles au sein du conseil municipal et un positionnement fragilisé du maire.
- L'impact de ce type d'action : positif en ce qui concerne l'acquisition de connaissances sur le fonctionnement communal et les institutions en général ; des difficultés en revanche pour mettre en pratique et définir un mode de gouvernance partagé par tous.
- 2010 constitue vraisemblablement la fin du cycle des séminaires intra pour la mandature 2008-2014, sauf événement imprévu.

Le déplacement des participants à Moorea a permis de prendre la mesure des atouts de la commune et les efforts qu'elle consent en matière de protection de l'environnement, notamment avec son Plan de Gestion des Espaces Maritimes (PGEM).



Action de formation très spécifique, le «séminaire intra» permet aux nouveaux élus de prendre connaissance de la place de la commune dans le paysage institutionnel polynésien, et de mesurer les contraintes et les enjeux liés à leur mandat municipal.

LE CONGRÈS DES COMMUNES

Le premier congrès de la mandature était attendu et a été un succès. C'est en effet l'évènement communal annuel qui regroupe l'ensemble des commu-

nes de Polynésie et permet aux élus municipaux de confronter leurs expériences et dialoguer avec leurs partenaires institutionnels.

■ UN CONGRÈS FÉDÉRATEUR

- Une bonne participation des communes : 167 participants, 36 maires, seules 2 communes non représentées.
- Des thèmes attendus et des choix pertinents des thèmes par le comité d'élus SPC.
- L'animation des ateliers et des rapporteurs 100 % élus communaux appréciée de l'auditoire.
- Un accès limité : densité et bonne qualité des travaux et des interventions, présence des participants jusqu'à la fin du congrès.
- L'ouverture sur l'extérieur (participation de la Nouvelle Calédonie, Tuvalu, CNFPT, ACCDOM....)
- Une communication qui se professionnalise, avec une couverture médiatique très satisfaisante.
- Le pari réussi d'un congrès «non polémique» avec des communes «force de proposition».
- Le programme à Moorea très apprécié et participatif.
- Des témoignages des partenaires solides par la présence de représentants de Nouvelle Calédonie, du CNFPT, de l'ACCDOM.
- Un bon partenariat dans le cadre du montage de l'action avec la Mairie de Punaauia et le Sénateur Richard Tuheiva.

■ PRÉSERVER L'ESPACE DE DIALOGUE ENTRE LES ACTEURS INSTITUTIONNELS

Le congrès de 2010 a créé des attentes très fortes pour que l'institution communale soit reconnue comme le partenaire naturel et incontournable aux côtés de l'Etat et du Pays.

- Faire du congrès un espace de dialogue à l'abri des règlements de comptes politiques demande un fort leadership des élus du SPC
- Un enjeu pour le SPC : associer l'État et le Pays tout en préservant son autonomie et la maîtrise de l'opération.

LES FORMATEURS ÉLUS

Le SPC a mis en place un dispositif qui a permis d'impliquer les communes, par la création d'un pool de formateurs élus. Les bénéficiaires de ces formations apprécient particulièrement que l'animation soit confiée à

des formateurs communaux qui connaissent bien la réalité communale et ses problèmes.

- Des efforts ont été entrepris depuis 2009 pour renforcer le vivier de formateurs élus,
- Formés à la pédagogie et ayant réalisé leur passage à l'action seul ou en binôme, **10 élus ont été opérationnels en 2010.**

Les formateurs élus sont un atout indispensable dans la mise en œuvre des actions de formation à destination des élus.



LE BILAN QUALITATIF

En positif

- ⇒ Un vivier de formateurs élargi et opérationnel.
- ⇒ Des élus parfaitement bilingues.
- ⇒ Des passages à l'action remarquables et appréciés, notamment lors du congrès des communes.

En point de vigilance

- ⇒ Le travail personnel sur le fond demeure absolument incontournable.
- ⇒ La disponibilité a encore été problématique.
- ⇒ La fragilité du dispositif se situe au niveau de l'animation du réseau.

L'effort consenti par le SPC a porté ses fruits et a démontré, notamment lors du dernier congrès des communes, la pertinence de confier l'animation de l'opération à des élus plutôt qu'à des techniciens. L'enjeu réside désormais dans la capacité du SPC à entretenir efficacement ce réseau.

Une offre de formation 2010 large et étoffée

- ▶ Adaptée à des typologies de communes et des zones géographiques différentes.
- ▶ Plusieurs domaines couverts : management, communication, mode de gestion et contrôle budgétaire, politique de sécurité en matière de PM et SP, eau potable aux Tuamotu, aspects juridiques.
- ▶ Formation à la pédagogie pour le réseau de formateurs élus.
- ▶ Congrès et séminaires thématiques.
- ▶ 12 formations au catalogue.
- ▶ Formations hors catalogue : 45 (élus) + 12 (mixtes) pour un public ciblé, avec une plus grande efficacité de la formation et de la mobilisation.
- ▶ Groupes de travail (FPC, SP, doc bilingue, finances) : 14 réalisés.

LE BILAN QUALITATIF

En positif

- ⇒ Bonne dynamique et bonne participation en général.
- ⇒ Toutes les actions au catalogue ont été réalisées, témoignage que l'offre répond à un besoin.
- ⇒ Prise de conscience de l'apport de la formation par les élus.
- ⇒ Formation de formateurs : un bon départ même si le dispositif est encore fragile.
- ⇒ Réactivité : partenariat avec AFD.

En point de vigilance

- ⇒ Mobilisation difficile malgré tout, des désistements encore trop fréquents.
- ⇒ Besoin de relancer systématiquement, difficulté de composer les groupes.
- ⇒ Programme FPC (tournée dans les communes - 21 actions prévues) repoussé à 2011 (calendrier non maîtrisé par le SPC).

Quelques chiffres

Un contexte financier délicat a conduit le comité syndical du SPC à suspendre la participation au congrès de l'AMF, et organiser le congrès des communes à Tahiti plutôt qu'à Fakarava. Le SPC s'est montré très réactif sur le programme FPC qui a mobilisé largement les élus puisque des actions supplémentaires ont été programmées.

Une réserve de près de 5,6 millions F CFP a également été dégagée malgré l'augmentation des actions. Les actions proposées sont diverses et la participation reste importante.

L'analyse de l'évolution sur 10 ans met en évidence une évolution sensible de la formation des élus avec des chiffres jamais rencontrés en terme de nombre de participants. Enfin il est noté une forte accélération en 2010 après 3 ans de « creux ».

Les tableaux suivants illustrent ces commentaires.

▶ Le nombre d'Actions

57 actions ont été réalisées
pour **44** programmées.

23 actions ajoutées
(dossiers FPC – AFD avec conduite projet – finances)

10 actions annulées
(résultat de nouvelles priorités ou urgence pour être réactif)

▶ La participation des Elus

• Des décideurs participatifs :

38% de maires

31% d'adjoints

Seulement **25%** de conseillers municipaux

• Des maires présents aux bonnes actions :

31% de maires au congrès

69% dans les groupes de travail

34% dans les actions nouvelles et porteuses

► Les particularités

- **15** actions nouvelles (FPC, finances et démarche projet avec l'AFD)
- Réponse au souhait des élus de formation «pour eux»
- **80%** de décideurs (maire, maire délégué, adjoint)

Des séminaires thématiques : sécurité civile, hygiène, police

- **3** actions ont été réalisées pour **4** programmées
 - Volonté de croiser thématique et archipel
- Des actions à reconduire (investissement pour l'avenir)

La mise en œuvre de la Fonction Publique Communale

- Un objectif : Aller vers les communes,
- Réactivité du SPC (1 action en rassemblement prévue – 24 actions programmées en intra),
- Point négatif : Incertitude sur le calendrier de l'État.

Les groupes de travail

- Une forte implication des élus,
- Le rôle essentiel du SPC : fédérer les élus,
- La réflexion se diversifie (FPC, finances), le comité de pilotage n'est plus seul

► Les coûts

Des coûts limités

- **22,9 MF CFP** en coûts directs
- **35,8 MF CFP** pour toute la compétence formation des élus
- Une réserve de **5,6 MF CFP** conservée malgré l'augmentation des actions de près de 75 %

Coût de revient de la formation

- **17 530 F CFP** la demi-journée, (19 275 F CFP si congrès AMF et congrès à Fakarava),
- Économie sur le personnel (peu de mobilisation des responsables de formation – responsabilité de la direction).

L'ÉVOLUTION SUR 10 ANS

Années	Stages	Stagiaires	Heures
• 1999	4	188	3 590
• 2000	3	126	2 640
• 2001	8	318	6 231
• 2002	22	764	11 079
• 2003	36	655	11 472
• 2004	30	787	11 866
• 2005	29	570	9 876
• 2006	28	533	10 746
• 2007	20	189	1 609
• 2008	18	358	4 514
• 2009	29	412	5 366
• 2010	57	751	9 188

Le SPC reste l'outil intercommunal capable d'organiser des opérations d'information et de formation particulièrement fédératrices car il permet aux élus de s'exprimer d'une seule voix.

LA PARTICIPATION EN 2010

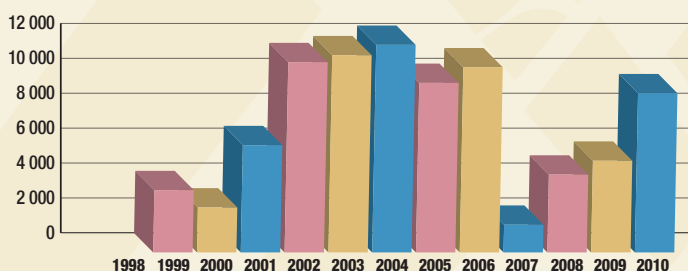
Désignation	Maire	Maire délégué	Adjoint	Conseiller municipal	Total
• Actions nouvelles	54	9	63	30	156
• Congrès	39	11	40	37	127
• Séminaire intra	6	5	24	41	76
• Séminaire thématique	23	4	36	6	69
• Fonction publique communale	26	12	31	40	109
• Groupes de travail	139	1	35	26	201
• Formation et pédagogie	1		3	9	13
	288	42	232	189	751
	38%	6%	31%	25%	100%

En conclusion, les communes polynésiennes s'inscrivent de manière volontariste dans une dynamique de changement. 2010 a permis de bons résultats en matière de formation pour les élus. Le congrès a marqué le coup d'envoi de nouveaux partenariats entre les communes et les partenaires institutionnels sur des champs nouveaux comme la fiscalité communale. La sollicitation des communes vis-à-vis du SPC est demeurée importante notamment sur les questions environnementales (eau et déchets), financières ou encore de développement. Elles attendent également un accompagnement de proximité avec d'avantage d'information, de formation et de conseil.

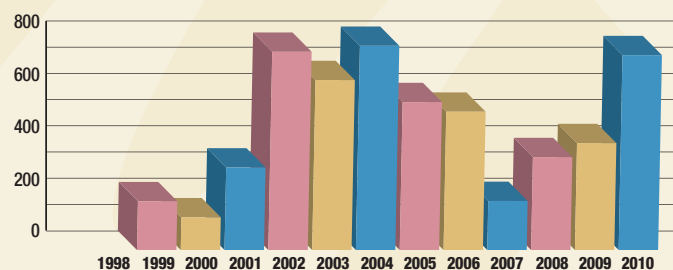
Une nouvelle page de l'histoire communale s'écrit avec la Fonction Publique Communale mais aussi dans un contexte institutionnel et économique difficile. Le SPC s'inscrit lui aussi dans cette mutation. En 2011 la priorité sera l'accompagnement des communes pour réussir la mise en œuvre du statut du personnel communal.

Dans la perspective de la création du CGF et du transfert de la compétence «formation des agents» vers cet établissement, le SPC devra trouver sa place et ses nouvelles dimensions pour maintenir une offre de services pertinente et de qualité. Il devra veiller à consolider voir développer ses autres compétences dont l'information et la formation des élus.

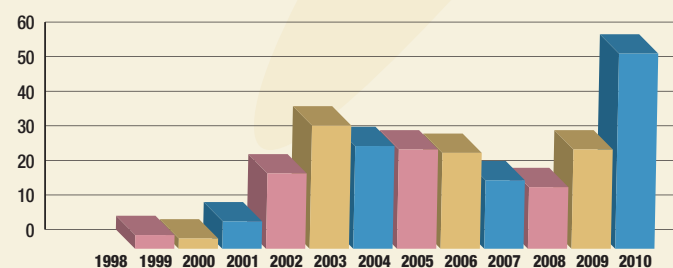
ÉVOLUTION EN NOMBRE D'HEURES DE FORMATION



ÉVOLUTION DU NOMBRE DE STAGIAIRES



ÉVOLUTION DU NOMBRE DE FORMATIONS



LA COMPÉTENCE INFORMATIQUE

Le bilan dans les communes

La mise en œuvre du câble «Honotua» et le déploiement de l'ADSL dans plusieurs îles ont amélioré les possibilités d'intervention sur les réseaux informatiques communaux et bien entendu ouvert à ces communes l'accès à de nouveaux services, et en particulier en matière de sécurité (sauvegarde et mise à jour des anti-virus notamment).

Cependant, les difficultés déjà recensées, en matière de gestion de leur environnement informatique (réseau, serveurs, postes et systèmes d'exploitation) sont toujours présentes. L'acceptation que l'informatique, en tant que service essentiel et indispensable, nécessite de réels moyens humains et financiers progresse assez lentement.

Les utilisateurs sont cependant mieux formés et performants, mais la technique reste un frein. Les utilisateurs expriment mieux leurs besoins, en logiciel nouveau ou en assistance aux logiciels existants. Ils seront sans doute à terme les vecteurs d'une évolution vers une meilleure gestion de l'environnement informatique.

On notera toutefois que certaines îles, notamment aux Tuamotu, sont encore à l'écart de l'évolution liée à l'utilisation du réseau Internet. Il s'agit là d'une contrainte dommageable pour des communes isolées pour qui l'informatique devrait être au contraire une ouverture vers l'extérieur.



Le changement de logiciels ou l'arrivée de nouvelles versions permettent aux agents des communes d'évoluer vers plus d'efficacité.

Le bilan de la compétence informatique du SPC

Après sa mise en place en 2009, le service d'assistance unique «Hotline» a trouvé son rythme de croisière, s'imposant comme un appui reconnu pour les communes.

Les appels sont traités dans des délais très raisonnables et les retards sont plus souvent dus à l'attente de réponse de nos partenaires éditeurs qu'à des difficultés internes, notamment au niveau de l'assistance à l'utilisation des logiciels.

Un effort reste cependant à faire pour améliorer le service en matière d'assistance à la gestion des environnements informatiques communaux. Les difficultés des communes citées plus hauts en sont parfois la cause, mais le service est encore perfectible.

► Demandes concernant les logiciels 653

• Bureautique	18
• Facturation	12
• Comptabilité	295
• Paie	190
• Elections	62
• Etat civil	4
• Divers	72

441 demandes concernant l'E.I.

• Antivirus	10
• Environnement logiciels métiers	54
• Imprimantes	26
• Internet	18
• Mail	40
• PC	48
• Réseau	10
• Sauvegardes	6
• Serveur	19
• Télémaintenance	5
• Maintenance CIVITAS	26
• Maintenance matériel	127
• Etudes	11
• Maîtrise d'œuvre	36
• Divers	5

RÉPARTITION DES DEMANDES (par archipel)

Archipel	Nb Collectivités	Nb demandes
• Iles du Vent	14	536
• Iles sous le Vent	6	272
• Marquises	6	86
• Australes	6	111
• Tuamotu-Gambier	18	89
• TOTAL	50	1 094

DÉTAIL ET SOURCE DES DEMANDES

1 094 demandes dont **1 066** résolues
441 demandes concernant l'environnement informatique
653 demandes concernant les logiciels
156 demandes par mail,
666 demandes par téléphone,
248 demandes sur place,
24 demandes par écrit.

LA MISSION ENVIRONNEMENT INFORMATIQUE

La mission «environnement informatique» a pour objectif de mener les études, d'assurer la maîtrise

d'œuvre et le contrôle des travaux en matière de systèmes informatiques, du simple ordinateur isolé au réseau complet d'une commune comportant plusieurs serveurs. Elle assure également l'assistance à la gestion de ces systèmes, mais n'intervient pas. Si des travaux sont nécessaires, il faut faire appel au privé ou à une éventuelle ressource interne à la commune.

Par contre, la mission assure l'installation et la mise à jour des logiciels communaux complexes, notamment CIVITAS.

7 communes ont changé leur serveur avec l'appui du SPC et un projet de maintenance et suivi des systèmes réseaux communaux a été lancé.

Concernant l'aspect communication, de nouveaux systèmes de communication ont été testés et validés dans plusieurs communes.

La mission «environnement informatique» rend de nombreux services, mais demande sans doute à mieux trouver sa place entre les demandes et besoins des communes et une nécessaire organisation de ces actions.

LA MISSION LOGICIEL

La mission «logiciel» a pour objectif de distribuer et installer si nécessaire des logiciels de gestion communale. Elle assure également la formation

des utilisateurs et l'assistance sur le long terme à l'utilisation de ces logiciels.

En 2010, le défi, après le choix effectué en 2009 d'un nouvel éditeur pour les logiciels de comptabilité et de paye, était d'installer et paramétrer les logiciels, de former les utilisateurs pour 33 collectivités.

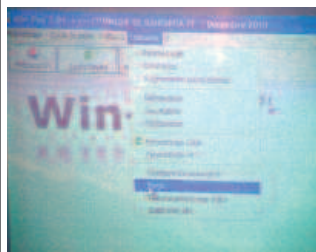
16 formations concernant plus de 100 agents, des déplacements dans les archipels ont permis de mener à bien l'opération, avec un passage au nouveau logiciel effectif au 1^{er} janvier 2011.

Il s'agit très clairement d'un motif de satisfaction, dans sa réalisation, mais également dans la mise en œuvre d'un logiciel mieux adapté aux petites collectivités.

D'autres projets ou actions ont été réalisés :

- La consultation pour le choix d'un éditeur pour la distribution d'un nouveau logiciel de facturation / encaissement
- L'application concrète pour la commune de Tubuai du logiciel état civil, avec des registres sur feuilles mobiles enfin opérationnels,
- L'initiation du travail nécessaire au futur paramétrage de la paye avec l'application de la FPC,
- La mise à jour des logiciels de liste électorale et population/état civil,
- Des formations de remise à niveau pour les logiciels existants,
- Des missions d'assistance / conseil sur site, particulièrement appréciées.

La mission «logiciel» est bien inscrite dans le paysage communal.



Le bilan en interne

La difficulté à recruter un chef de projet a persisté, mais n'a pas impacté fortement la qualité des actions de la compétence. Le départ fin 2010 en retraite de la responsable «logiciel» a constitué une perte, notamment au niveau de la connaissance des communes et de l'encadrement de la mission «logiciel». Ces difficultés ont été compensées par une bonne solidarité et communication interne, avec un bon esprit d'équipe.

La compétence informatique a obtenu des résultats indiscutables, en dépit d'une fragilité structurelle qui pourrait être dommageable à terme. L'amélioration de l'encadrement de l'équipe apparaît comme une nécessité, condition pour que le SPC puisse mieux servir les communes, notamment par une meilleure estimation des besoins et des réponses à apporter.

LES ACTIONS DE COMMUNICATION



Le président du SPC Teriitepaiaatua MAIHI a été le porte parole des communes dans les médias.

L'arrivée au SPCPF fin 2008 d'un cadre spécialisé dans ce domaine avait permis de professionnaliser les actions de communication en montant en puissance tout au long de l'année 2009. L'année 2010 a constitué une véritable rupture avec les années antérieures.

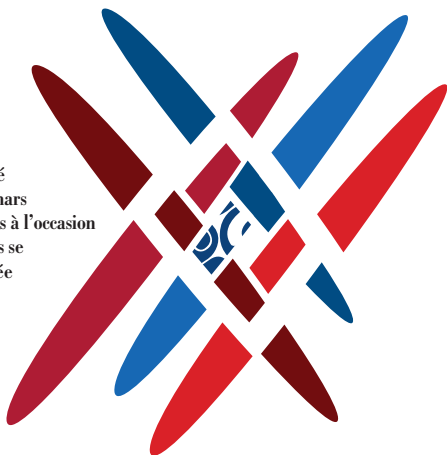
Elle s'est concrétisée par l'accroissement des relations avec la presse et la participation active du président du SPC à des plateaux télévisés, à des interviews dans la presse écrite ou audiovisuelle, ou encore à des émissions spécifiques, notamment sur TNTV.

Destinées à tous les publics, ces actions ont permis de renouveler l'image de l'institution et d'accroître sa notoriété, tout en évoquant les problématiques communales et en renforçant le leadership du SPC et de son président.



Aborder les problématiques communales et comparer les opinions à l'occasion d'un débat télévisé permet aux élus d'expliquer à la population le sens de leur action. En évoquant les enjeux auxquels les communes sont confrontées dans la mise en œuvre des obligations que leur confère le CGCT notamment, ils contribuent à faire passer des messages indispensables à la bonne compréhension de leurs décisions par la population.

Le nouveau logo du SPC a été présenté officiellement le 26 mars aux délégués présents à l'occasion du vote du budget. Ils se sont montrés d'emblée très enthousiastes.



'Āmuitahira'a nō te mau 'oire
SPC PF

SYNDICAT POUR LA PROMOTION DES COMMUNES
DE POLYNÉSIE FRANÇAISE

UN NOUVEAU LOGO POUR LE S.P.C.

Le renouvellement du logo du SPC est la partie la plus visible d'une vaste politique de communication mise en œuvre à destinations de ces différents publics.

LES ÉLÉMENTS

QUI CARACTÉRISENT CE NOUVEAU LOGO

- Un **nom en reo maohi** pour affirmer l'identité polynésienne. Littéralement, il signifie le regroupement des communes.
- Le maintien du rouge et du bleu en référence aux couleurs républicaines, mais dans un sigle simplifié avec **SPC** en premier plan en bleu et **PF** en second plan dans la couleur du drapeau polynésien. Le bleu est celui du pacifique, le rouge celle de la *maro ura*, la ceinture rouge portée par les *arii* polynésiens.
- Au-dessus ou à gauche de l'acronyme, **cinq éléments en mouvement** (fibre de *peu'e*, pirogues, *firi nape...*) et symbolisant les archipels et leurs communes qui s'entrecroisent pour tisser des liens.
- Au centre de ce mouvement, les liens deviennent *pae pae* puis *marae*, **emblème du rassemblement et base d'une construction solide et durable**.
- L'identité polynésienne est renforcée par un motif central **en forme de tatouage**.

Au final, un logo **plus moderne et plus dynamique**.



UNE OPÉRATION DE COMMUNICATION TRÈS MÉDIATISÉE

Construit comme une opération de communication à part entière, en

agissant comme une véritable caisse de résonance aux problématiques communales, le congrès des communes a été un moment fort de l'année dans l'espace public polynésien. Le compte-rendu des travaux a donné lieu à de nombreuses retombées dans les médias écrits et audio-visuels et ainsi contribué à une meilleure compréhension par l'opinion publique polynésienne des défis auxquels sont confrontées les communes.

L'effort de médiatisation portée sur cette opération a permis de compenser le déficit de communication dont les élus municipaux se plaignent régulièrement.



RAPPORT DE PRÉSENTATION DU COMPTE ADMINISTRATIF DE L'ANNÉE 2010



Le compte administratif est le bilan financier et d'activité de l'année écoulée.

Il comprend plusieurs paramètres :

- Le résultat de l'exercice par section,
- Le résultat reporté,
- Les restes à réaliser.

A l'issue de l'ensemble de ces opérations se dégage le résultat de clôture de l'exercice. Cette étape est suivie de l'affectation du résultat pour équilibrer la section d'investissement si nécessaire, et du calcul du montant du report qui sera inscrit au budget 2011.

Le bilan financier

Globalement, le budget 2010 réalisé s'élève à 401 837 792 F CFP (section de fonctionnement et section d'investissement confondu) en dépenses contre 352 283 324 F CFP réalisés en 2009.

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Résultat de l'exercice

► Dépenses :	369 689 730 F CFP <i>contre 333.540.639 F CFP réalisés en 2009</i>
► Recettes :	391 217 984 F CFP <i>contre 325 337 046 F CFP réalisés en 2009</i>
► Résultat :	21 528 254 F CFP

- Résultat antérieur N-1 : **72 962 503 F CFP**
- Résultat de clôture : **Excédent 94 490 757 F CFP**

SECTION D'INVESTISSEMENT

Résultat de l'exercice

► Dépenses :	32 148 063 F CFP <i>contre 18 742 685 F CFP réalisés en 2009</i>
► Recettes :	17 630 223 F CFP <i>contre 20 685 431 F CFP réalisés en 2009</i>
► Résultat :	- 14 517 840 F CFP

- Résultat antérieur N-1 : **17 761 329 F CFP**
- Résultat de clôture : **Excédent 3 243 489 F CFP**

Le compte administratif total, y compris le résultat reporté (fonctionnement + investissement) s'élève donc à :

► Dépenses :	401 837 793 F CFP
► Recettes :	499 572 039 F CFP

Les restes à réaliser en investissement s'élève à :

► Dépenses :	16 594 248 F CFP
► Recettes :	21 892 292 F CFP
► Résultat :	5 298 044 F CFP

BALANCE GÉNÉRALE

► Fonctionnement :	94 490 757 F CFP
► Investissement :	3 243 489 F CFP

Analyse de la section de fonctionnement

Le résultat de la section de fonctionnement de l'exercice 2010 affiche un excédent de 21,5 MF CFP. En intégrant l'excédent de fonctionnement des années antérieures qui s'élève à 72,9 MF CFP, celui-ci s'élève au 31 décembre 2010, à la somme de 94,4 MF CFP.

LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Les recettes de fonctionnement de l'exercice 2010 s'élèvent à **464 MF CFP** soit un taux de réalisation de **94,75 %**. Ce montant intègre l'excédent de fonctionnement reporté des années antérieures. Ces recettes proviennent principalement des contributions, subventions et participations, et de l'excédent de fonctionnement.

Le tableau ci-contre donne la ventilation par nature des recettes de fonctionnement ►►►

Ventilation par nature des recettes de fonctionnement

Chapitre	Désignation	Prévisions (a)	Réalisations (b)	% réalisations b/a
• 002	Excédent de fonctionnement	72 962 503	72 962 503	100,00%
• 013	Atténuations de charges	1 991 276	7 418 601	372,56%
• 70	Produits des services, du domaine & ventes div.	10 183 434	7 486 687	73,52%
• 74	Dotations, subventions & participations	404 504 253	375 971 337	92,95%
• 77	Produits exceptionnels		66 359	
• 79	Transferts de charges	275 000	275 000	100,00%
TOTAL RECETTES FONCTIONNEMENT		489 916 466	464 180 487	94,75%

CHAPITRE 74 : DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPA- TIONS

Ce chapitre, qui s'élève à **375 MF CFP**, est alimenté par :

295 MF CFP

- les contributions des communes adhérentes

55,9 MF CFP

- les subventions du FIP (financement des projets intercommunaux de formation)

5,4 MF CFP

- la subvention du FIP pour le financement du chef de projet FPC

10 MF CFP

- la subvention du FIP pour les études et maîtrises d'eau de l'AEP,

1,5 MF CFP

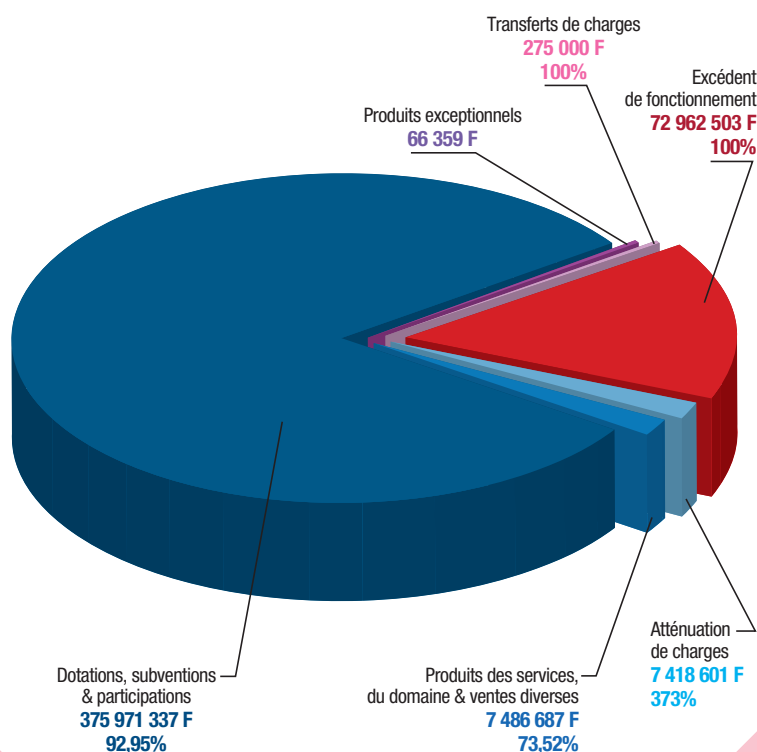
- la subvention de l'Etat pour le financement du chef de projet FPC,

7,7 MF CFP

- les participations des communes non adhérentes.

Sur les **97 MF CFP** de subventions FIP budgétées sur 2010, il reste à percevoir **16 MF CFP**, somme inscrite au budget 2011.

Réalisation des recettes de fonctionnement par rapport aux prévisions





LES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les dépenses globales de fonctionnement s'élèvent à **369 MF CFP** sur **489 MF CFP** inscrits soit un taux de réalisation de **75 %**, alors qu'en 2009 elles s'élevaient à **333 MF CFP**.

Le tableau ci-contre donne la ventilation par nature des dépenses de fonctionnement ►►►

LES CHARGES À CARACTÈRE GÉNÉRAL

Les charges à caractère général représentent un volume financier de **120 MF CFP** et détiennent un taux de réalisation de **55 %**.

Elles correspondent aux dépenses courantes de fonctionnement telles que l'achat de fournitures de bureau, l'entretien, la maintenance du patrimoine (bâtiment, véhicules de service, matériel, mobilier, etc.), l'électricité, le téléphone, l'achat de formations auprès de prestataires, les assurances, les frais de transport des stagiaires, des élus, des agents du SPC.PF, etc.

Pour mémoire, après 3 années d'absence, le congrès des communes a été organisé au mois d'août 2010. Celui-ci a eu un fort taux de participation, ce qui bien évidemment à augmenter les frais de transport.

LES CHARGES DE PERSONNEL

Les charges de personnel avec **228 MF CFP** réalisées soit à **93 %** des prévisions, représentent **61,8 %** des dépenses de

fonctionnement. Elles se détaillent comme ci-après :

173 MF CFP

• pour les salaires du personnel permanent

38 MF CFP

• pour les charges patronales

13 MF CFP

• correspondent à la rémunération des formateurs

1,7 MF CFP

• pour les salaires du personnel temporaire

2 MF CFP

• correspondent aux indemnités diverses (remboursements des loyers des cadres expatriés, remboursement de la retraite complémentaire CNP à certains agents, paiement de l'indemnité du trésorier, de l'indemnité du régisseur d'avance et des frais pour la médecine du travail).

Ventilation par nature des dépenses de fonctionnement

Chapitre	Désignation	Prévisions (a)	Réalisations (b)	% réalisations b/a
• 011	Charges à caractère général	218 613 864	120 635 565	55,18%
• 012	Charges de personnel	245 393 700	228 429 639	93,09%
• 65	Autres charges de gestion courante	15 067 179	14 354 124	95,27%
• 66	Charges financières	3 500 000	1 164 720	33,28%
• 68	Dotations aux amortissements	5 105 682	5 105 682	100,00%
• 023	Virement à la section d'investissement	2 236 041		0,00%
TOTAL DÉPENSES FONCTIONNEMENT		489 916 466	369 689 730	75,46%

Ce poste est en augmentation de **13 %** par rapport à 2009 (recrutement de la directrice de la formation dès janvier 2010, de l'ingénieur adjointe à compter de avril 2010, changement d'échelon des agents, recrutement pour 6 mois d'un agent temporaire de catégorie 3 et le versement d'une indemnité de départ à la retraite d'un cadre de 1^{ère} catégorie).

Le poste du chargé de la Fonction Publique Communale est financé à hauteur de 40 % par le FIP et 60 % par l'Etat donc pour le SPC.PF c'est une opération neutre.

AU TOTAL EN 2010, LE SYNDICAT POUR LA PROMOTION DES COMMUNES DE POLYNÉSIE FRANÇAISE A EMPLOYÉ 29 AGENTS

Sur le chapitre 65, ont été mandatées les indemnités de fonction du Président et de la 1^{ère} Vice-présidente, les cotisations à l'IRCANTEC et les indemnités de déplacement des élus lors des missions.

Les charges de gestion courante s'élèvent donc à **14 MF CFP** soit un taux de réalisation de **95 %** par rapport aux prévisions.

Le chapitre 66 enregistre les intérêts relatifs à la ligne de trésorerie contractée auprès de la Banque de Tahiti. Pour 2010, ils s'élèvent à **1 MF CFP** soit un taux de réalisation de **33 %** par rapport aux prévisions.

Le chapitre 68 enregistre les dotations aux amortissements. Elles s'élèvent à **5 MF CFP** et représentent **1,38 %** par rapport aux dépenses de fonctionnement.

Le graphique ci-contre (page 31) affiche la répartition des dépenses de fonctionnement et met en évidence la part des dépenses de personnel dans l'exécution des dépenses 2010.

EN 2010, LES CONTRIBUTIONS DES COMMUNES ADHÉRENTES ONT ÉTÉ STABILISÉES

EVOLUTION DES RÉSULTATS

La section de fonctionnement génère un excédent de **94 490 757 MF CFP**.

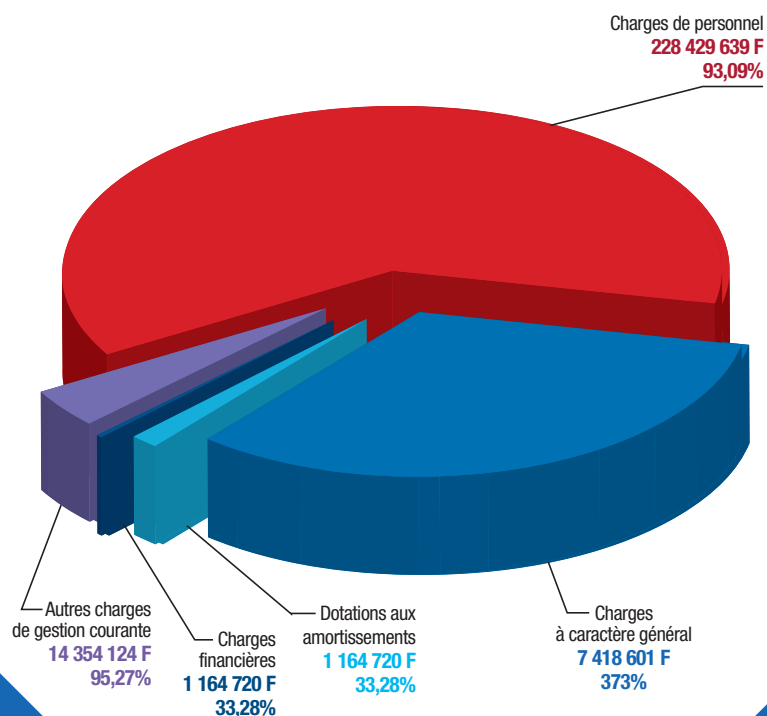
Le budget 2010 a été établi à minima et réduit par rapport au débat d'orientation budgétaire. Il avait été décidé de ne pas alourdir les charges des communes adhérentes par une augmentation des cotisations, compte tenu de leurs difficultés financières et compte tenu de l'excédent cumulé antérieur.

Les contributions des communes adhérentes ont donc été stabilisées.

Cette stabilisation des contributions correspond aussi au fait que le SPCPF est arrivé à ce que les dépenses de fonctionnement soient équivalentes aux recettes donc aux contributions demandées.

Le résultat de l'exercice en section de fonctionnement de la majorité des compétences est excédentaire à l'exception de la compétence «Promotion de l'institution communale» qui dégage un déficit de **4,7 MF CFP**. Ceci est dû à un retard dans le recouvrement de la subvention FIP et Etat, reliquat de subvention que nous retrouverons au budget 2011.

Réalisation des dépenses de fonctionnement par rapport aux prévisions



Analyse de la section d'investissement

Le résultat de clôture de la section d'investissement 2010 affiche un déficit de 14,5 MF CFP. Ajouté à cet excédent celui de l'exercice antérieur de 17,7 MF CFP permet de disposer d'un résultat de clôture excédentaire de 3,2 MF CFP.

LES RECETTES D'INVESTISSEMENT

Les **35,3 MF CFP** de recettes d'investissement réalisées proviennent :

- de l'excédent d'investissement reporté **17,7 MF CFP**
- de l'affectation du résultat **3,74 MF CFP**
- de subventions du FIP **8,77 MF CFP**
- de la dotation aux amortissements **5,1 MF CFP**

Elles représentent un taux de réalisation de **59 %** par rapport aux prévisions. Le tableau en annexe n° 2 donne le détail des prévisions et des réalisations avec les restes à réaliser.

Sur les **30,6 MF CFP** de subventions du FIP demandés, seuls **8,7 MF CFP** ont été perçus, **21,89 MF CFP** ont été engagés et reportés sur 2011 pour l'acquisition des logiciels GF et GRH.

LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Le montant définitif des mandats émis pour l'année 2010 s'est élevé à **32,15 MF CFP**, ce qui

représente une réalisation de **54 %** des **59,5 MF CFP** du budget d'investissement de l'année 2010.

EN 2010, LE RÉSULTAT AFFICHE UN EXCÉDENT
POUR TOUTES LES **COMPÉTENCES**
EXCEPTÉ POUR L'**EAU POTABLE**

ÉVOLUTION DES RÉSULTATS

Le résultat de la section d'investissement varie chaque année en fonction de la réalisation des opérations, de la période de perception des subventions et du paiement des factures.

Au 31 décembre 2010 :

- Le résultat reporté fait apparaître un excédent de **17 761 329 F CFP**
- Le résultat de clôture présente un excédent de **3 243 489 F CFP**
- Les restes à réaliser présentent un solde de **5 298 044 F CFP**
- La balance globale présente un excédent de **8 541 533 F CFP**

En cumulant les deux sections, le résultat affiche un excédent pour toutes les compétences à l'exception de la compétence «eau potable». Il est proposé d'inscrire en report l'excédent constaté qui sera repris lors du budget primitif 2011 et affecté suivant les besoins (cf. Chapitre F et annexe 4).

La situation est contrastée, avec des compétences ayant une réserve et d'autres sans marge de manœuvre.

Cet excédent global s'explique d'abord par des efforts de gestion au niveau des actions et par une volonté de limiter les coûts de personnel, notamment dans la perspective de l'évolution à venir du SPC.

Il constitue également de fait, dans un climat financier communal très difficile, une réserve de trésorerie et/ou d'actions non négligeable. Son devenir peut donc faire débat.



Les communes adhérentes au SPC en 2010

Subdivision	Commune	COMPÉTENCES OBLIGATOIRES				COMPÉTENCES OPTIONNELLES		
		Formation des élus	Formation personnel	Promotion	Documentation	Restauration scolaire	Eau potable	Informatique
Australes	Raivavae	●	●	●	●	●	●	●
Australes	Rapa	●	●	●	●	●	●	●
Australes	Rimatara	●	●	●	●	●	●	●
Australes	Rurutu	●	●	●	●	●	●	●
Australes	Tubuai	●	●	●	●	●	●	●
IDV	Hitia'a o te ra	●	●	●	●			●
IDV	Mahina	●	●	●	●			●
IDV	Moorea-Maiao	●	●	●	●	●		
IDV	Paea	●	●	●	●			●
IDV	Papara	●	●	●	●	●		
IDV	Papeete	●	●	●	●			
IDV	Pirae	●	●	●	●			
IDV	Punaauia	●	●	●	●			
IDV	Taiarapu est	●	●	●	●			
IDV	Taiarapu ouest	●	●	●	●			●
IDV	Teva i uta	●	●	●	●	●	●	●
ISLV	Bora Bora	●	●	●	●	●	●	●
ISLV	Huahine	●	●	●	●	●	●	
ISLV	Maupiti	●	●	●	●			●
ISLV	Tahaa	●	●	●	●	●	●	●
ISLV	Taputapuatea	●	●	●	●	●	●	●
ISLV	Tumaraa	●	●	●	●	●	●	●
ISLV	Uturoa	●	●	●	●		●	●
Marquises	Fatu-Hiva	●	●	●	●	●	●	●
Marquises	Hiva-Oa	●	●	●	●		●	●
Marquises	Nuku-Hiva	●	●	●	●	●	●	●
Marquises	Tahuata	●	●	●	●	●	●	●
Marquises	Ua-Huka	●	●	●	●	●	●	●
Marquises	Ua-Pou	●	●	●	●	●	●	●
Tuamotu Gambier	Anaa	●	●	●	●	●	●	●
Tuamotu Gambier	Arutua	●	●	●	●	●	●	●
Tuamotu Gambier	Fakarava	●	●	●	●	●	●	●
Tuamotu Gambier	Fangatau	●	●	●	●	●	●	●
Tuamotu Gambier	Gambier	●	●	●	●	●	●	●
Tuamotu Gambier	Hao	●	●	●	●	●	●	●
Tuamotu Gambier	Hikueru	●	●	●	●	●	●	●
Tuamotu Gambier	Makemo	●	●	●	●	●	●	●
Tuamotu Gambier	Manihi	●	●	●	●		●	●
Tuamotu Gambier	Napuka	●	●	●	●	●	●	●
Tuamotu Gambier	Nukutavake	●	●	●	●	●	●	●
Tuamotu Gambier	Puka Puka	●	●	●	●	●	●	●
Tuamotu Gambier	Rangiroa	●	●	●	●	●	●	●
Tuamotu Gambier	Reao	●	●	●	●	●	●	●
Tuamotu Gambier	Takaroa	●	●	●	●	●	●	●
Tuamotu Gambier	Tatakoto	●	●	●	●	●	●	●
Tuamotu Gambier	Tureia	●	●	●	●	●	●	●

Notes

